Comité Régional de la cgt Centre

Blois, le 21 Août 2015

Note de réflexion aux militants pour préparer la rentrée

LA VÉRITABLE NATURE DE L'UNION EUROPÉENNE ÉCLATE AU GRAND JOUR SOUS LA PRESSION DU PEUPLE GREC ET DES LUTTES.

Le Peuple Grec s'est prononcé contre les mesures d'austérité réclamées par l'UE malgré la pression des médias, les manœuvres des dirigeants de l'Union Européenne, de l'Allemagne et de la France et les coups tordus des services de l'OTAN.

Il s'est exprimé clairement durant le référendum organisé en ce mois de juillet 2015, en dépit des pressions des banques, des dirigeants du monde capitaliste et le scandaleux pilonnage des médias, en Grèce et à l'échelle internationale.

En refusant la poursuite des politiques austéritaires, il a prolongé la sanction des partis politiques qui ont participé depuis cinq ans au naufrage du pays.

Placés sous tutelle de la dictature économique et sociale de l'UE, de la BCE et du FMI, les salariés grecs qui, comme en France représentent la grande majorité du peuple, ont très massivement exprimé leur rejet de cette mise sous tutelle par ces institutions impérialistes.

Après avoir subi une véritable cure d'austérité aux conséquences terribles pour les actifs, les retraités et leurs familles, ils ont exprimé leur refus d'un énième plan de baisse des salaires et retraites, de hausse de la fiscalité, de remise en cause des droits, des acquis et conquêtes, de nouvelles privatisations des services publics et de la protection sociale.

COMITÉ RÉGIONAL DE LA CGT CENTRE
1, rue du Colonel Montlaur - 41000 Blois - Tél : 02 54 87 65 80 - Fax : 02 54 90 06 49
Email : comite.regional.cgt.centre@wanadoo.fr

L'essorage de plus de 30 % des salaires, les privatisations des services publics et de la protection sociale, comme peu de pays en ont encore fait les frais en Europe, ont conduit à ce rejet des politiques libérales mises en œuvre sur la Zone Euro.

Malgré la pression intolérable des gouvernements des principaux pays occidentaux dont celui de la France avec F. Hollande, M. Valls et M. Sapin à la manœuvre, des médias engagés ouvertement en faveur des intérêts capitalistes, le Peuple Grec n'a pas cédé.

Pourquoi un tel pilonnage idéologique, une telle pression médiatique ?

A cette question, nous nous devons syndicalement d'apporter notre éclairage aux salariés à la rentrée, sur le rôle des médias, leurs responsabilités face aux nouvelles mesures anti sociales auxquelles nous allons nous confronter.

- Les médias sont totalement aux mains des possédants, n'oublions pas que les privatisations des chaines de télévisions ont eu lieu sous des gouvernements à majorité socialiste, que sous Sarkozy le contrôle des médias a été renforcé et depuis cela continue.

- Télévision, radios, journaux nous diffusent à longueur de journées, une propagande au service du Capital qui s'accompagne d'une information dont le but essentiel est de manipuler l'opinion publique pour exacerber les peurs, le rejet de l'autre, pour développer le tout sécuritaire, pour étouffer la contestation et rendre inaudibles les luttes sociales.

Dans la stratégie du management des citoyens par la culpabilisation et la peur, observons comment l'adversaire de classe a pratiqué depuis une quarantaine d'années pour faire admettre aux salariés les régressions et les intégrer ensuite aux plans de destruction des industries de la Sécu, des retraites et des services publics.

Les grands médias ont relayé les politiques et le patronat pour conditionner idéologiquement l'opinion publique à toutes les régressions avec le renfort d'experts, de spécialistes en tous genres ou présentés comme tels !

Ce constat nous renvoie à nos exigences revendicatives pour conquérir un grand service public de la communication de l'Audiovisuel, pour le pluralisme et l'indépendance de la presse, des journalistes et des directions des médias.

Ne devons-nous pas mener campagne pour le pluralisme d'une information qui élève les connaissances, et permet à chacun de comprendre les enjeux des sujets traités et de se forger sa propre opinion ?

Des enseignements à tirer pour le combat progressiste en France.

Le Peuple Grec n'a pas cédé au chantage, à la propagande des forces réactionnaires, de la sociale démocratie et au populisme de l'Extrême Droite dans son pays et à la propagande des politiques relevant de ces forces dans les principaux pays qui composent le noyau dur de la construction capitaliste de cette Union Européenne à la botte des Etats Unis.

Les militants de la CGT et du mouvement ouvrier français qui sont le produit de l'héritage des luttes des travailleurs au départ par métiers, de la Révolution Française, de la Commune de Paris, du Front Populaire, de la Résistance, des luttes du printemps 68, de tous les combats progressistes qui ont jalonné notre histoire sociale depuis bien plus de 120 ans ne peuvent aujourd'hui participer à gommer l'histoire comme le font tous ceux qui soutiennent ou s'accommodent du capitalisme.

L'UE n'a pas été construite pour répondre à des causes généreuses et humanistes, elle a été mise en place dans le prolongement du Plan Marshal pour assoir la domination de l'impérialisme américain dans le cadre d'une répartition des marchés décidée entre les capitalistes des pays occidentaux. Pour les dirigeants politiques et principaux acteurs économiques de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie…, il ne fallait absolument pas que la parenthèse démocratique grecque conduise à la sortie de l'Euro et de l'UE.

La sortie de la Grèce de cet étau, aurait ouvert la voie à d'autres peuples et ébranlé plus de soixante années d'efforts du camp capitaliste pour cette construction. Il leur fallait donc tout mettre en œuvre pour que le Peuple Grec se soumette à n'importe quel prix et renonce à sa souveraineté. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui ont contesté l'idée même d'une consultation des citoyens grecs sur leurs affaires (jusqu'à la CES[1] au plan syndical) et qui ont ensuite contesté le fait qu'un peuple, au nom de sa souveraineté et de son indépendance, puisse s'opposer à des décisions politiques prises hors de la maîtrise et du contrôle d'un peuple.

[1] *Dans un communiqué du 1er juillet 2015, la CES soutient la CGT grecque qui a contesté la consultation du peuple en demandant l'annulation du référendum.*

Cette prise de position n'est pas une surprise après le soutien de la CES au TCE, après Maastricht et ensuite Lisbonne et pour cause, au-delà de la grande diversité des organisations qui y sont adhérentes, elle a été créée pour promouvoir l'intégration européenne.

Elle nous interpelle nous CGT sur nos propres responsabilités pour faire entendre une autre voix au plan syndical en totale indépendance face aux tentatives d'intégration et opérations conduites par l'UE et les gouvernements pour museler le Syndicalisme.

Cet épisode ravive la plaie du Référendum de 2005 en France et dans d'autres pays où les citoyens ont été appelés à revoter jusqu'à ce que les promoteurs de l'UE arrivent à leurs fins.

Il le ravive dans une nouvelle séquence qui confirme que cette mécanique infernale qu'est l'Union Européenne n'a pas été créée pour satisfaire les intérêts des peuples, mais bien pour répondre à des intérêts économiques au service exclusif d'une logique économique qui s'appelle le capitalisme.

Il montre à quel point le passage à l'Euro (la monnaie unique)a été une véritable escroquerie pour asservir les peuples en les dépossédant de leur droit de créer leur propre monnaie, après leur avoir fait renoncer à leur défense, les avoir mis à genoux au plan industriel et de la recherche.

Les faits sont les faits et il serait grave pour la période qui s'ouvre de gommer l'histoire de l'UE, de la signature du Traité de Rome à nos jours.

Les mines ont été fermées dans le Nord, l'Est, le Sud de la France, des gisements énormes tel celui du charbon de la Nièvre ont été abandonnés, la sidérurgie liquidée, l'électronique dévastée, l'électroménager sacrifié, la machine-outil réduite à néant, la navale sabordée, l'automobile terriblement affaiblie, les industries de défense privatisées avec des abandons stratégiques lourds de conséquences pour l'indépendance de la nation et de son peuple et depuis une participation de la France à la production et au commerce des armes et munitions, très inquiétante.

La paysannerie a été totalement sacrifiée au profit de la concentration des exploitations et de leur contrôle par les grandes firmes de l'agroalimantation et des banques.

Nos services publics ont été bradés au nom de la réduction des dépenses publiques et de la libre concurrence pour faire admettre leurs privatisations avec là encore des conséquences terribles pour les salariés et leurs familles en matière de santé, d'action sociale, d'éducation, de justice, de fiscalité, de communication, d'accès à l'énergie, à l'eau, aux transports…

Des pans entiers de la recherche ont été abandonnés sur l'autel du profit et des avancées dans les domaines scientifiques et techniques, ont été bradées et concédées à d'autres puissances.

Au plan social et démocratique, c'est au nom de l'harmonisation que depuis quarante ans les libéraux de Droite et de Gauche taillent en pièce tout ce qui a pu être bâti au prix des luttes et du sang, au nom du libre marché et de la concurrence libre et non faussée. La Loi Macron vient de parfaire ce que réclamait l'UE depuis des années, que ni la Droite ni les précédents gouvernement n'avaient osé mettre en cause en matière de transports et de réglementation du travail !

L'expérience collective sur la construction de l'Union Européenne, son rôle, son fonctionnement, celui des dirigeants de notre pays tous impliqués dans la volonté du Capital de confisquer aux peuples leur souveraineté, nous apporte les éléments de réflexion pour ne pas tomber dans les pièges de l'aménagement ou du repli.

Ceux qui rêvent encore aujourd'hui de l'Europe Sociale ou de la refondation de l'UE, sont soit de doux rêveurs, soit de vrais manipulateurs !

Au-delà de tout à priori, des sensibilités des uns et des autres, il faut s'astreindre à regarder le mouvement de cette construction européenne et lire ce que contient le Traité de Lisbonne, pour comprendre la supercherie des discours pour faire bouger l'Union Européenne et lui donner une dimension sociale !

Les peuples, ce n'est plus à démontrer, ont besoin d'espoir, de rêves, de grandes ambitions collectives et de perspectives pour avancer, mais ils ont aussi besoin de lucidité.

Faute de lucidité, nombreux sont ceux qui peuvent se laisser abuser par les discours populistes de l'Extrême Droite pro Européenne et cette frange du petit patronat qui n'a jamais cessé depuis les années trente de propager la haine de l'autre, le racisme, l'individualisme.

La lucidité implique d'apprécier le mouvement de la construction européenne, les contradictions qu'elle recèle, les rapports de force au plan politique dans les différents pays intégrés dans l'UE, les ambitions des principaux acteurs économique français, allemands, américains, les intentions de la Droite, de la Sociale Démocratie, les évolutions et revirements des partis communistes en Europe, avec leurs différences et grandes diversités d'approches, de positions et de propositions y compris en France, les silences des formations d'Extrême Gauche (Maastricht, le TCE, Lisbonne…), au fil de cette histoire.

Elle invite à comprendre ce qui s'est passé durant l'occupation nazie, de mesurer les arrangements entre représentants de la finance des pays occupés avec ceux occupants et ceux qui se sont ensuite présentés comme les seuls libérateurs ! (Lire, notamment les travaux de l'historienne Annie Lacroix-Riz).

Les grands donneurs d'ordres de la finance, des banques, des grandes industries se sont accordés depuis cette période pour se répartir les secteurs, les territoires pour organiser leurs affaires, nous en avons la preuve en France.

La collaboration du Patronat Français dans sa grande masse à été démontrée par de nombreux historiens, syndicalistes, déportés et résistants, ne l'oublions pas et toujours pour prioriser les profits d'une minorité !

En effet, les grandes familles qui étaient investies dans les mines et l'industrie se sont reconverties dans des secteurs plus rentables (finance, communication) à l'exemple des de Wendel, Schneider, Seillière...

Les milieux d'affaires, les banques et assurances ont investi pour former et placer cette soit disant élite politique totalement coupée du peuple qui agit depuis des décennies au service exclusif du monde capitaliste au plan politique, de l'Assemblée Nationale en passant par l'ensemble des exécutifs des Collectivités Territoriales.

Prenons un peu de temps pour observer autour de nous la composition des Conseils Municipaux, des Conseils Départementaux, Régionaux, pour voir ce que sont les parcours et d'où viennent certains élus en charge des postes stratégiques, au plan décisionnel, pour la circulation de l'argent public !

Ce ministre Macron qui a œuvré durant les derniers mois pour saccager le social, accélérer les privatisations et accentuer la domination du Patronat sur l'ensemble de la société, fait partie de cette filière, tout comme Sapin aux Finances et Moscovici dépêché par Hollande à Bruxelles.

Observons d'ailleurs que la mécanique du crédit à l'Etat et aux Collectivités Territoriales est le produit de deux commis de la Banque Rothschild qui n'étaient autres que V. Giscard d'Estaing et G. Pompidou avec la loi de 1973.

Celle-ci impose à l'Etat et aux Collectivités Territoriales de recourir pour les investissements à emprunter sur les marchés financiers plutôt qu'à la Banque de France ou à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Des marchés qui décident, comme bon leur semble, des montants des prêts consentis et des taux d'intérêts qu'ils peuvent faire évoluer au gré de leurs objectifs de profitabilité.

En fait, avec ce système, inchangé ni par la Droite ni par la Gauche depuis 1973 et généralisé à l'ensemble des pays qui ont intégré à marche forcée l'UE, les peuples sont éternellement redevables.

Redevables parce qu'ils n'ont aucune maîtrise sur les règles imposées par le FMI, la BCE, les grands monopoles de la finance et, pour accentuer davantage le cadenassage des peuples, les promoteurs du fédéralisme veulent nous placer sous le contrôle d'un gouvernement européen qui dictera sa loi aux grandes régions et métropoles.

Avec cette organisation économique et politique, les peuples devront marcher au pas et se soumettre à la logique économique dominante sans aucune possibilité de donner leurs avis.

Soyons clairs, F. Hollande, son gouvernement, au plan politique du PS, aux Verts comme une grande partie de la Droite sont favorables à cette nouvelle étape de l'intégration européenne !

Au plan syndical, une grande partie du camp réformiste, rompu à l'aménagement, soutient cette ambition (CFDT, CFTC, UNSA).

Ce qui vient de se produire en Grèce, qui est loin d'être terminé, nous révèle ce que les capitalistes sont prêts à faire subir à l'ensemble des peuples pour grossir encore et toujours plus leurs fortunes.

Les mêmes qui ont contesté en France l'idée de référendum en Grèce, donc qui se sont attribués le droit de décider à la place du Peuple Grec, ceux qui ont participé à Droite, comme ceux qui se parent encore du label de Gauche, tous ont contribué en parfaite connaissance de cause à rançonner le Peuple Grec.

Et pire après avoir arraché, sous une pression inacceptable, un accord dicté par la Chancelière allemande avec Hollande pour lui venir en renfort, ils sont bien décidés à poursuivre leurs basses œuvres jusqu'à l'implosion de ce pays.

Le train de privatisations qui a été révélé le 14/07/2015 par le journal le Monde (qui lui aussi a pris position contre le référendum en Grèce) avec les noms des acquéreurs des services publics (pas moins de 14 aéroports régionaux) confirme comment le capitalisme entend, au-delà des frontières, faire main basse sur tout ce qui échappe à son contrôle.

14 aéroports régionaux ont été cédés à l'entreprise allemande Fraport associée à une société privée grecque pour 1,2 milliards. Le site de l'ancien aéroport d'Athènes revient pour 900 millions à une famille de milliardaires grecs, les Latsis, associés à un fond chinois et un autre d'Abu Dhabi.

La Société Nationale des jeux l'OPAP reviendra à un consortium Tchéco-Grec sous le contrôle du magnat athénien du pétrole, Mélissanidis.

Ainsi le Peuple Grec se voit dépouillé de tout son patrimoine national au profit des financiers de toutes origines, comme quoi le capitalisme mondialisé en matière de profits, n'a pas de frontière !

Parce qu'ils mènent cette guerre économique en utilisant ce pays qui possède des richesses naturelles importantes, une industrie, des services publics encore conséquents, comme d'un laboratoire, pour pouvoir étendre leur emprise sur les autres nations intégrées dans l'UE, il faut à leurs yeux aller encore plus loin !

Si les médias et les politiques ont centré leur opération de propagande et de désinformation sur Syriza et Tsipras, très peu sont ceux qui ont parlé du peuple, des luttes menées par les salariés, exceptés l'Extrême Droite et les souverainistes, ce qui là non plus n'est pas le fruit du hasard.

Aucun média n'est d'ailleurs revenu durant les dernières semaines sur les conditions d'intégration de la Grèce dans l'UE, ce qui n'est pas non plus une surprise puisque le processus d'intégration s'est opéré sur la base de faux chiffres avec le soutien de la banque américaine d'investissements Goldman et Sachs !

Depuis le résultat de ce référendum, ceux qui ne voulaient pas que le Peuple Grec s'exprime, poursuivent le travail en criant au scandale, sur le fait que ce sont les contribuables en France, en Allemagne,…qui devront financer pour la Grèce en se gardant d'apporter des explications sur les mécanismes financiers qui conduisent à l'endettement public.

Ce dont ils ne parlent pas, c'est de cette mécanique financière qui conduit les nations, les collectivités à se faire piéger par un système financier qui oblige à rémunérer des créances sans aucune limite.

Pour le citoyen lambda, une dette doit être honorée si on ne lui explique pas que les règles du banquier sont truquées et là encore celui qui décide comme dans les « boites » aujourd'hui, n'est plus présent sur le terrain puisque ce sont les marchés financiers, « ces machins virtuels » qui ont pourtant bien des capitalistes à leur tête pour décider avec des agences de notations sous leur contrôle, qui dictent leurs lois !

En fait les salariés et citoyens sont conditionnés dans leur grande majorité à ce que nous ressassent les médias, les politiques rompus au libéralisme et les représentants du Patronat.

Pourtant la réalité est toute autre et nos responsabilités au plan syndical ne sauraient nous faire oublier que le syndicalisme ne saurait se suffire à lui-même.

Le droit à l'exercice politique des peuples dans des nations dont les citoyens sont souverains, existe, exigeons qu'il soit respecté.

La campagne à laquelle nous assistons n'est pas sans effet sur les salariés dans notre pays et cela d'autant plus dans une période où le chômage est massif, la précarité, les bas salaires sont dominants et dans un climat de division, de mise en concurrence, de montée des idées et comportements racistes et xénophobes.

Nous devons vraiment réfléchir comment remonter idéologiquement le courant de cette idéologie nauséabonde qui mine l'ensemble de la population.

Une belle aubaine pour le patronat et le Gouvernement Valls, que la situation grecque, pour nous annoncer de nouveaux coups et ponctions à la rentrée !

Une odieuse campagne qui peut faire des ravages à la rentrée, si nous ne prenons pas nos responsabilités pour mener la bataille d'idées dans un premier temps, à contre-courant de l'idéologie dominante, mais qui peut s'inverser pour devenir majoritaire demain dans le salariat.

Comme dans toutes les périodes de graves crises du système économique dominant, la désignation de boucs émissaires pour justifier les tours de vis, demeure une vieille recette de ceux qui profitent du système en place pour diviser le camp du salariat, ne soyons pas naïfs mais offensifs pour démonter cette énième manipulation.

Parmi les désignés, il y a les immigrés accusés de tous les maux, les jeunes, les privés de travail, les retraités, les femmes,…

Il est donc nécessaire que la CGT qui n'est pas une organisation syndicale comme les autres, ses militants et syndiqués mènent campagne pour remettre les choses et surtout les idées au bon endroit en livrant la bataille d'idées sur le fond pour retisser des solidarités.

Une organisation syndicale de classe qui fonde son raisonnement, son analyse, ses propositions et revendications à partir du point de vue du salariat, (donc d'une analyse Marxiste) qui se bat pour l'unité de sa classe, pour la consultation de celle-ci, qui milite pour son émancipation en France comme à l'échelle internationale, donc qui milite pour des valeurs pacifistes et internationalistes et se bat pour de réelles coopérations entre les salariés et les peuples, **doit assumer ses responsabilités en toute indépendance.**

Une indépendance qui exclut la neutralité à l'égard de ceux qui décident au nom du peuple et des peuples, comme du Patronat et des élus à tous les échelons des Collectivités Territoriales.

Donc une organisation qui prend position dans l'entreprise, la localité, le département, la région comme au plan national sur tous les sujets qui conditionnent la vie des salariés, pour les aider à lutter et pour bousculer les politiques qui eux ont le pouvoir de décision sous le contrôle du peuple.

Alors que nous militons à la CGT pour développer des solidarités, pour promouvoir des coopérations entre les salariés et les peuples, le camp du Capital agit pour amplifier la mise en concurrence entre les salariés, entre les territoires et les peuples.

Il s'y emploie avec des relais au plan politique et syndical, ce qui doit nous conduire à réfléchir sur les idées, les positions et les programmes des uns et des autres, sans nous en remettre aux discours apparents, surtout à l'approche de périodes électorales.

Pour le Capital tout représente un coût, les services publics, l'investissement public, le social, seul le profit, la rentabilité comptent.

Nous sommes bien au cœur d'un affrontement de classe qui s'élève, se durcit que nous devons assumer à partir de ce que nous sommes, de notre histoire, des valeurs que nous portons et de notre éthique syndicale.

Des questions de congrès qu'il est temps de trancher.

Assumer nos responsabilités syndicales à partir de notre point de vue de classe, nous crée obligation à ce stade du combat syndical de clarifier notre position, nos explications et propositions sur la mécanique des dettes publiques et le rôle de l'UE.

Observons d'ailleurs qu'un vent de révolte est en train de monter parmi des élus (qui sont loin d'être des progressistes) dans des communes qui ont contracté des emprunts toxiques, qui se trouvent aujourd'hui étranglées.

Des Conseils Municipaux se sont déjà exprimés contre les diktats de la Cour des Comptes et des Préfets, les sommant de réduire les dépenses sociales et de procéder à d'importants relèvements des impôts locaux.

Ce débat dans nos rangs n'a toujours pas pu être tranché, certains considérant qu'il fallait rembourser une partie de la dette aux banques privées, d'autres considérant qu'il fallait régler la totalité, alors que beaucoup jugent illégitime de payer ce qui s'appelle du racket.

En fait, ne nous cachons pas les choses, en fonction des situations dans la CGT, comme dans le salariat, les points de vues ne sont pas toujours les mêmes et pour cause !

On ne raisonne pas de la même façon lorsque l'on a comme rentrée financière mensuelle que son salaire, compris entre 1400/1500 à 2000/2500 euros, ou lorsque que l'on reçoit entre 5/6000 à 10000 mille euros de revenus.

Ne perdons pas de vue que le Capital pour associer à sa logique une partie du salariat, a su créer des systèmes pour faire participer au maintien de l'édifice capitaliste, une petite frange du salariat.

L'actionnariat a été conçu pour cela, tout comme les plans épargne retraites, les couvertures privées santé et vie, des assurances.

Si dans une autre période, nous revendiquions l'affichage de nos bulletins de paie dans les entreprises, il serait utile aujourd'hui de revendiquer partout, y compris dans nos rangs, l'affichage de nos déclarations de revenus.

Quand on participe à boursicoter, qu'une partie de ses rentrées financières sont liées au revenu de la propriété privée à but lucratif, des actions, on ne peut plus raisonner à partir d'un point de vue de classe, mais à partir d'intérêts particuliers.

Si les marchés financiers plongent, il est évident que ceux qui participent, même petitement, à la spéculation seront les premiers touchés, pour ceux-là, il ne faut donc pas s'aventurer à effacer « la dette publique ».

Nous ne pouvons donc pas dans une organisation syndicale de classe comme la CGT, nous laisser dériver dans notre réflexion et notre positionnement par les discours d'une petite partie dont les motivations ne correspondent pas aux intérêts de la grande masse du salariat.

Ceux qui profitent de ce système, ce sont les capitalistes, ce sont eux qui ont mis en place les dispositifs pour capter le produit des richesses créées par le travail, pour pomper le produit de la fiscalité et des cotisations sociales.

Le capitalisme n'est pas et ne sera jamais populaire, d'ailleurs ceux qui dans le mouvement ouvrier au moment des privatisations (Renault, Air France, Edf, France Télécom,…) menaient campagne pour que des syndicalistes prennent des actions pour peser sur les choix de ces entreprises, devraient maintenant faire le bilan de ces stratégies fumeuses et en tirer les conséquences !

Les Grecs comme nous en France, vivent et subissent à présent, les discours calamiteux sur la dette publique qui est en fait le produit de la capitulation de leurs dirigeants politiques successifs, qui se sont couchés face aux injonctions de l'Union Européenne et des Etats Unis.

Ils vont subir des méthodes de gestion politique que nous connaissons bien, le gouvernement grec va continuer à capituler en gouvernant par la crise, ce sera le mode de management pour mettre à genoux le peuple et recueillir son adhésion.

En annonçant de nouvelles élections, Tsypras va tenter de se débarrasser de son aile gauche pour pouvoir répondre plus directement aux injonctions de l'UE.

Une stratégie qui fonctionne en France depuis des années pour faire admettre la destruction des services publics, de la Sécu ou des retraites !

Une capitulation qui n'est pas d'hier et qui nous renvoie à notre propre situation en France, qui n'est pas non plus le fruit du hasard !

En fait ce dont tous ces prédicateurs de la faillite annoncée ne nous parlent pas, c'est bien du pourquoi cela existe, comment cela a pu être possible et comment peut-on s'en sortir à présent ?

En fait il est utile et nécessaire de revenir sur l'histoire pour comprendre ce qui s'est produit et comment le Capital essaie de trouver des issues à ses propres crises.

La Zone Europe est avant tout une zone géographique mais elle est avant tout pour le Capital une zone de marchandisation avec des populations plus solvables les unes que les autres, avec des règlementations différentes, des histoires, des cultures différentes, des conditions climatiques qui ne sont pas semblables, des réalités institutionnelles très différentes qui sont le produit des rapports de forces qui se sont exprimés dans chaque nation.

Les dirigeants des pays qui ont œuvré à l'édification de l'Union Européenne ont tout orchestré pour que rien n'échappe à leur décision.

Dès le Traité de Rome, la messe est dite : l'Union Européenne est là pour l'économique, pour répondre aux appétits des capitalistes de l'acier et du charbon, puis aux intérêts des possédants de l'agro-alimentation, des producteurs d'énergies, des banques.

Elle n'a jamais été construite, comme certains essaient de nous en convaincre aujourd'hui y compris dans la CGT, pour la paix, la libre circulation des personnes, il faut d'ailleurs regarder depuis une vingtaine d'années ce qui se passe autour de nous pour le voir.

Le comportement impérialiste de l'UE et la dimension guerrière de celle-ci toujours aux ordres de l'OTAN et des Etats Unis, n'est plus à démontrer.

Observons objectivement le rôle de l'OTAN depuis la chute du Mur de Berlin, cet instrument des Etats Unis a été utilisé pour multiplier les conflits aux quatre coins de la planète, pour déstabiliser idéologiquement les peuples et les renverser politiquement. (Lire « les armées secrètes de l'OTAN »).

Nous devons réaffirmer notre exigence du retrait de la France de l'OTAN, assumer nos responsabilités dans les combats pacifistes et contre les armes nucléaires.

Toute l'argumentation des promoteurs des Traités de Maastricht, du TCE, de Lisbonne s'avère, avec le temps et les faits, n'être que purs mensonges

Pour arracher l'adhésion de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, après avoir arrosé financièrement (mais à quel taux), aujourd'hui l'UE les étrangle et c'est loin d'être terminé.

L'appauvrissement des salariés est loin de permettre aux citoyens de se déplacer comme ils le voudraient, de voyager vers d'autres destinations comme le promettaient ceux qui rabattaient en faveur du oui au Traité de Maastricht.

En fait ce que vivent les travailleurs de ces pays va servir à ceux qui sont aux manettes de l'Etat et des Collectivités Territoriales pour accentuer en France la destruction des services publics, la casse industrielle, la remise en cause de notre protection sociale, de ce qui reste des garanties collectives et faire plonger les salaires, si nous ne nous opposons pas à la cohérence de ces politiques qui n'ont qu'un seul but satisfaire toujours plus la domination capitaliste sur la société.

L'heure n'est plus aux actions dispersées, elle est à la mobilisation générale contre l'austérité, les exigences du MEDEF.

Elle est à l'organisation de luttes de masse pour l'augmentation des retraites et des salaires, la reconquête des services publics et de nos industries.

Toutes les mobilisations corporatistes, les initiatives des professions libérales, des exploitants agricoles des derniers mois, nous invitent à réfléchir avant de procéder au rejet systématique parce que nous n'en sommes pas les principaux acteurs !

Notaires, médecins, pharmaciens, avocats, sages-femmes, céréaliers, éleveurs, taxis,…

Depuis des mois, à tour de rôle, les manifestations se multiplient sur des motivations certes très corporatistes voire même opposées aux intérêts des salariés, mais qui contradictoirement mettent en cause la dictature de l'UE et replace sur le devant de la scène publique, l'action collective avec un gouvernement qui se montre aux abois après trois jours de mobilisations !

Notons d'ailleurs qu'en fonction de qui manifeste, le comportement de la puissance publique (police, justice) n'est pas le même que quand ce sont les salariés qui se battent !

La répression et les poursuites en justice ne sont pas au même niveau quand ce sont les exploitants agricoles, les petits patrons qui manifestent, que quand ce sont les salariés, nous en avons à nouveau la preuve depuis le début 2015, comme quoi la justice de classe est bien une réalité avérée !

Mesurons dans cet environnement ce que pourrait apporter la mobilisation générale interprofessionnelle des salariés pour la revalorisation des salaires, des retraites, la ré industrialisation, et reconquête des services publics.

Apres des décennies sans grandes conquêtes sociales, réamorcer la pompe aux acquis créerait une véritable dynamique et un sens à notre double vocation syndicale pour agir à la fois sur le revendicatif, les réponses immédiates aux attentes sociales et la transformation pour participer au changement de société au rythme décidé par les salariés.

Le Tous Ensemble dans l'action, nous le savons par expérience, ne se décrète pas, il se construit, mais il faut s'en donner les moyens et en avoir la conviction, ce qui implique d'avoir cela comme objectif prioritaire si nous voulons reprendre la voie du Syndicalisme gagnant.

Ne perdons pas de vue que la grande majorité du salariat vit dans les plus grandes difficultés (précarité, chômage, bas salaires, conditions de travail et de vie dégradées), des reculs continuels qui conjugués au management ont poussé au repli sur soi et à l'individualisme.

Le poids de la pression idéologique à la rentrée va être très important, les prétextes pour faire admettre la cure d'austérité ne vont pas manqués et n'oublions pas que derrière la Réforme des Collectivités Territoriales, la réduction des dépenses publiques, il y a des objectifs politiques de non réponses aux besoins sociaux en terme de Services Publics, de salaires, d'effectifs, des diminutions de crédits en préparation pour le secteur associatif, les investissements publics.

Soyons clairs, derrière la posture idéologique pour gagner l'opinion publique à la réduction des dépenses publiques, l'objectif poursuivi c'est le transfert du produit de la fiscalité au bénéfice du Patronat, des possesseurs de la propriété privée à but lucratif, de ceux qui vivent de la rente !

Nous allons être concrètement confrontés à des situations difficiles pour les salariés engendrés par les regroupements de régions, de communes, de fusions de départements qui impliqueront des transferts de personnels, des changements d'administrations pour d'autres dans un premier temps.

Dans le secteur associatif, les licenciements vont pleuvoir et comme les salariés des associations sont peu organisés syndicalement, le travail syndical ne sera pas simple.

Le Patronat toujours en campagne pour obtenir encore plus de concessions de la part du Gouvernement est déjà sur la brèche pour la rentrée sur la question de la durée et de l'organisation du travail avec le boulevard ouvert par la Loi Macron !

Pour le MEDEF, il faut encore moins de contraintes aux entreprises, toujours moins de réglementation du travail, de cotisations sociales et fiscalité. La CGPME revendique la gratuité de l'apprentissage dans les entreprises de moins de onze salariés et l'assouplissement de la réglementation en matière de protection des jeunes face aux risques du travail.

MEDEF, CGPME, branches professionnelles adhérentes du MEDEF, de l'UIMM, de la FFB en passant par la FNSEA, veulent tous le contrôle total de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et la maitrise du contenu de l'enseignement du premier cycle à l'enseignement supérieur.

Leurs ambitions sont claires, ils sont déterminés à reprendre tout ce qu'ils ont dû concéder aux salariés depuis des décennies, **il n'y aura donc pas de seuils minimums sur lesquels les acteurs sociaux pourraient s'accorder entre « gentils partenaires raisonnés et raisonnables » !**

L'heure n'est donc pas aux discussions de salon dans les ministères ou les lieux luxueux choisis par le Patronat pour nous endormir, mais à l'organisation de rencontres et de débats avec les salariés pour leur proposer de se syndiquer, d'agir en masse et vite si nous ne voulons pas qu'il soit trop tard pour que d'autres, demain, nous installent durablement dans une Europe où les peuples seront totalement asservis au capitalisme après avoir anéanti tout ce qui est collectif.

Si le fait politique a été discrédité, le syndicalisme a lui aussi subi les assauts idéologiques du Patronat, de la réaction quand cela ne venait pas des représentants de la Gauche libérale.

Derrière ces offensives, demeure l'ambition du Patronat, des acteurs du camp capitaliste d'en finir avec le mouvement révolutionnaire et le Syndicalisme de classe.

N'oublions pas que le capitalisme n'a pas de frontière, pas de préférence politique, il peut se servir de la réaction, de l'Extrême Droite qui fonctionne comme un leurre ou de la Sociale Démocratie pour faire avancer ses intérêts et qu'il peut aussi recourir aux guerres pour réguler les crises qu'il engendre.

Si dans cette période rien ne filtre sur les choix du gouvernement, les intentions demeurent en matière de privatisations de la santé, l'annonce scandaleuse de création de maisons de naissance en lieu et place demain des maternités, nous éclaire sur les reculs, les projets sur la Sécu sont toujours sur la table tout comme ce qu'ils ambitionnent pour sortir le Syndicalisme des lieux du travail !

La volonté de museler le Syndicalisme, de l'anéantir du point de vue de ses moyens, de le sortir des lieux du travail, n'a pas changé avec l'été, le gouvernement persiste dans son obstination à se plier aux exigences du Patronat (suppression des Elections Prud'homales après celles de la Sécu, allongement des durées de mandat, modifications des seuils,…).

Les tentatives pour étouffer la communication des données économiques par les représentants syndicaux, les élus des CE vont se poursuivre, tout comme les procédures pour entraver la présence et l'action des syndicats dans les entreprises.

Leurs ambitions sont claires, ils sont déterminés à reprendre tout ce qu'ils ont dû concéder aux salariés depuis des décennies, **il n'y aura donc pas de seuils minimums sur lesquels les acteurs sociaux pourraient s'accorder entre « gentils partenaires raisonnés et raisonnables » !**

L'heure n'est donc pas aux discussions de salon dans les ministères ou les lieux luxueux choisis par le Patronat pour nous endormir, mais à l'organisation de rencontres et de débats avec les salariés pour leur proposer de se syndiquer, d'agir en masse et vite si nous ne voulons pas qu'il soit trop tard pour que d'autres, demain, nous installent durablement dans une Europe où les peuples seront totalement asservis au capitalisme après avoir anéanti tout ce qui est collectif.

Si le fait politique a été discrédité, le syndicalisme a lui aussi subi les assauts idéologiques du Patronat, de la réaction quand cela ne venait pas des représentants de la Gauche libérale.

Derrière ces offensives, demeure l'ambition du Patronat, des acteurs du camp capitaliste d'en finir avec le mouvement révolutionnaire et le Syndicalisme de classe.

N'oublions pas que le capitalisme n'a pas de frontière, pas de préférence politique, il peut se servir de la réaction, de l'Extrême Droite qui fonctionne comme un leurre ou de la Sociale Démocratie pour faire avancer ses intérêts et qu'il peut aussi recourir aux guerres pour réguler les crises qu'il engendre.

Si dans cette période rien ne filtre sur les choix du gouvernement, les intentions demeurent en matière de privatisations de la santé, l'annonce scandaleuse de création de maisons de naissance en lieu et place demain des maternités, nous éclaire sur les reculs, les projets sur la Sécu sont toujours sur la table tout comme ce qu'ils ambitionnent pour sortir le Syndicalisme des lieux du travail !

La volonté de museler le Syndicalisme, de l'anéantir du point de vue de ses moyens, de le sortir des lieux du travail, n'a pas changé avec l'été, le gouvernement persiste dans son obstination à se plier aux exigences du Patronat (suppression des Elections Prud'homales après celles de la Sécu, allongement des durées de mandat, modifications des seuils,…).

Les tentatives pour étouffer la communication des données économiques par les représentants syndicaux, les élus des CE vont se poursuivre, tout comme les procédures pour entraver la présence et l'action des syndicats dans les entreprises.

Les dossiers ne manquent pas dans notre région en matière de contestation de délégués syndicaux par le patronat, de remise en cause des locaux des UL et UD (Châteauroux, Chartres, Pithiviers, Vendôme), des subventions pour les locaux des OS (Orléans).

Travailler dès maintenant à la construction d'une journée d'initiatives, d'actions et de mobilisations avec les salariés le 23 septembre 2015, est plus qu'impératif en recherchant la plus large expression de la CGT durant cette journée et le maximum d'initiatives.

Si la période estivale donne souvent lieu à prendre de la distance avec l'actualité, elle n'efface pas les difficultés du salariat, la nature et les projets des politiques de l'adversaire de classe.

N'oublions pas, à l'expérience de la situation durant l'été en Grèce, que les sphères gouvernementales et patronales sont déterminées à imposer aux salariés leur logique et qu'ils vont idéologiquement y mettre les moyens.

Les questions liées aux dettes publiques vont être récurrentes et nous allons assister à toute une opération qui débute pour discréditer le syndicalisme salarié et particulièrement centrée contre la CGT, ravivée par les épisodes des affaires et de crise interne de la direction de la CGT avec la sortie du livre de T. Lepaon.

Autant dire qu'il va falloir aborder les débats en toute franchise avec les salariés, avec cette volonté qui devrait nous animer en permanence de redonner espoir et courage à tous ceux qui souffrent.

S'organiser à la CGT, lutter, résister au capitalisme, à l'UE, c'est déjà ouvrir des perspectives qui nous reviennent à nous CGT pour ce qui relève des responsabilités du Syndicalisme de classe.

La CGT, ses militants ont donc pour cette rentrée 2015 des responsabilités particulières que personne n'assumera à notre place.

Philippe CORDAT

Secrétaire du CR de la CGT Centre